

Association des citoyens à l'action publique

Une participation effective des citoyens à l'action publique est au cœur des réformes liées au gouvernement ouvert, et elle peut donner un nouvel élan à la relation entre les responsables publics et les administrés. En cette époque marquée par une baisse de la participation électorale, par une certaine défiance à l'égard des institutions publiques et par un faible niveau d'affiliation aux partis politiques, les autorités sont conscientes de la nécessité d'aller au-delà d'un simple rôle de prestataire de services publics, et de nouer des partenariats plus étroits avec toutes les parties prenantes concernées.

Un document général sur l'association des parties prenantes à l'action publique, tel qu'un manuel, un ensemble de lignes directrices ou une stratégie, constitue une première étape importante pour une démarche plus coordonnée en la matière. En effet, les agents publics et les citoyens peuvent se lancer dans des processus de participation avec des notions différentes de ce que cela implique, et il est nécessaire de préciser les choses et de les systématiser grâce à une telle stratégie globale. Dans un souci de cohérence, il faudrait rattacher les stratégies d'association des citoyens à l'action menée à l'échelon national en matière de gouvernement ouvert. Cela étant, moins de la moitié des pays de l'OCDE (16 pays, soit 46 % du total) ont élaboré de tels documents.

Pour que les politiques menées aboutissent à des améliorations concrètes pour les administrés, le degré de participation des citoyens aux différentes étapes du cycle de l'action publique joue un rôle déterminant, de même que le moment où cette participation intervient. La grande majorité des ministères des Finances interrogés (22 sur 30, soit 73 %) offrent aux citoyens la possibilité de fournir un retour d'information sur le fonctionnement des services publics. L'association des citoyens au cycle de l'action publique est particulièrement marquée au stade de la formulation des politiques, puisque les citoyens participent à cette étape dans 18 pays sur 24, soit 75 % du total ; ce centrage sur le stade de la formulation des politiques est particulièrement évident pour les ministères israélien, japonais et luxembourgeois de la Santé. Quand on passe au stade de l'évaluation de l'impact des politiques, le taux de participation des citoyens reste inférieur à 50 %, aussi bien pour les ministères des Finances que pour les ministères de la Santé.

Quand on compare les degrés d'association des citoyens aux différents stades de l'action publique, on constate que les ministères qui assurent des services à l'utilisateur (tels que les ministères de la santé) consultent plus activement les citoyens, notamment à l'étape initiale du recensement des priorités d'action, mais aussi à l'étape de la mise en œuvre. Ce n'est qu'à l'étape du retour d'information que les ministères des Finances associent davantage les citoyens que les ministères de la Santé. En plus de consulter les citoyens, le ministère

suédois de la Santé s'appuie sur les commentaires fournis par des organisations non gouvernementales et des groupements représentant les patients, les personnes âgées ou différentes régions. 28 ministères des Finances sur 30 (soit 93 %) et tous les ministères de la Santé associent les citoyens à au moins une étape du cycle de l'action publique. Néanmoins, les pays ne tirent pas encore pleinement parti du retour d'information des citoyens à l'étape de l'évaluation de l'impact de l'action publique, alors que ce retour d'information pourrait leur permettre de créer des politiques meilleures, dotées d'un impact positif sur la vie de la population.

Méthodologie et définitions

En 2015, l'OCDE a réalisé une Enquête sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, et 54 pays y ont répondu : l'ensemble des pays de l'OCDE, treize pays de la région Amérique latine-Caraïbes, l'Indonésie, la Lituanie, le Maroc, les Philippines, la Roumanie et la Tunisie. Les réponses à l'Enquête ont été fournies par de hauts fonctionnaires chargés du programme national de gouvernement ouvert. L'Enquête comportait deux volets. Un premier volet était axé sur la démarche existante en matière de gouvernement ouvert à l'échelon national, et s'adressait à la principale institution compétente en matière de gouvernement ouvert. Un deuxième volet s'adressait aux ministères de la Santé et des Finances, et était axé sur les démarches existantes en matière de participation des citoyens tout au long du cycle de l'action publique. Au total, 32 ministères des Finances et 25 ministères de la Santé de pays de l'OCDE ont répondu à l'Enquête. Tous les ministères n'ont pas répondu à toutes les questions, ce qui explique l'absence de certaines données au sein du tableau 10.10 ci-dessous.

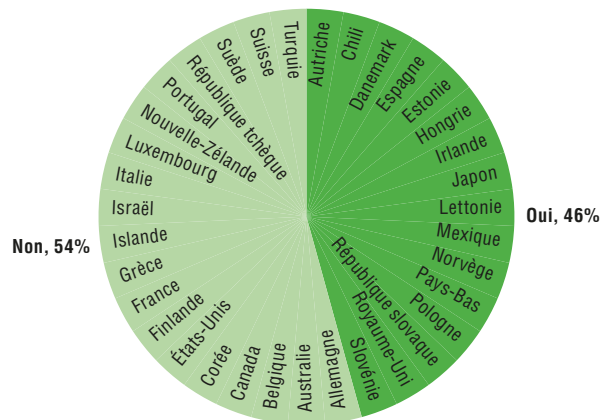
Pour en savoir plus

OCDE (2016), *Gouvernement ouvert : contexte mondial et perspectives* (à paraître), Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268104-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

10.9. Existence d'un document général consacré à l'association des citoyens (2015)



Source : Enquête de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539743>

10.10. Association des citoyens au cycle de l'action publique au sein des ministères centraux/fédéraux des Finances et de la Santé (2015)

Pays	Recensement des priorités d'action		Élaboration des politiques		Mise en œuvre des politiques		Fourniture d'un retour d'information sur le fonctionnement des services publics		Évaluation de l'impact des politiques		Pas d'association des citoyens au cycle de l'action publique	
	MF	MS	MF	MS	MF	MS	MF	MS	MF	MS	MF	MS
Allemagne	○	●	○	●	○	●	○	○	○	○	○	○
Australie	○	○	○	○	○	●	●	●	○	●	○	○
Autriche	○	●	○	●	●	●	●	●	○	○	○	○
Belgique	○	●	○	●	○	○	○	●	●	●	○	○
Canada	○	○	●	○	○	●	○	●	○	●	○	○
Chili	○	s.o.	○	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	○	s.o.
Danemark	○	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	○	s.o.
Espagne	●	○	●	●	●	○	●	○	●	○	○	○
Estonie	○	●	●	●	○	●	●	●	○	●	○	○
Finlande	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	○	○
France	○	●	●	●	●	●	●	○	○	●	○	○
Grèce	○	○	●	●	○	○	●	●	○	○	○	○
Hongrie	●	○	○	●	○	○	●	●	○	●	○	○
Irlande	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.
Islande	○	○	○	●	○	●	●	●	○	○	○	○
Israël	○	○	●	●	○	○	○	●	○	●	○	○
Italie	○	s.o.	○	s.o.	○	s.o.	○	s.o.	○	s.o.	●	s.o.
Japon	○	○	○	●	○	○	○	○	○	○	●	○
Luxembourg	●	●	○	●	○	●	●	●	●	○	○	○
Mexique	●	○	○	○	●	○	●	●	●	○	○	○
Norvège	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	○	s.o.
Nouvelle-Zélande	●	●	●	○	●	○	●	○	●	○	○	○
Pays-Bas	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	○	s.o.
Pologne	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	○
Portugal	●	●	●	●	○	●	●	●	○	○	○	○
République slovaque	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	○
République tchèque	●	●	●	●	●	○	●	○	●	○	○	○
Royaume-Uni	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	○	○
Slovénie	●	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	●	s.o.	○	s.o.	○	s.o.
Suède	○	●	●	○	●	○	○	○	○	○	○	○
Suisse	○	●	●	○	●	○	●	○	●	○	○	○
Turquie	○	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	●	s.o.	○	s.o.
Total OCDE	10	14	18	18	12	13	22	17	12	11	2	0
Oui	●											
Non	○											

Source : Enquête de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539762>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Association des citoyens à l'action publique », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-67-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.